

Convention collective départementale

IDCC : 9281. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE**
(Eure-et-Loir)
(27 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 16 janvier 1984,
Journal officiel du 4 février 1984)

AVENANT N° 62 DU 7 FÉVRIER 2014

NOR : AGRS1497137M
IDCC : 9281

Entre :

La FDSEA d'Eure-et-Loir ;

La FD des CUMA d'Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFTC-Agri ;

La FGA CFDT ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le tableau annexe B à la convention collective est modifié comme suit :

« Groupe A : postes d'exécution de la polyculture et de l'élevage,
des ETAR et CUMA

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE garanti	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
I	1	9,53	1 445,42
	2	9,67	1 466,65
II	1	10,06	1 525,80
	2	10,25	1 554,62
III	1	10,73	1 627,42
	2	10,94	1 659,27
IV	1	11,37	1 724,49
	2	11,61	1 760,89

Groupe B : employés de bureau

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE garanti	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
I	2	9,67	1 466,65
II	2	10,25	1 554,62
III	2	10,94	1 659,27
IV	2	11,61	1 760,89

Groupe C : postes d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE garanti	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
II	1	10,06	1 525,80
III	2	10,94	1 659,27

Groupe D : emplois d'entretien et de maintenance

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE garanti	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
I	1	9,53	1 445,42
II	1	10,06	1 525,80

Groupe E : postes d'encadrement

(En euros.)

CLASSIFICATION	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE garanti	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Adjoint d'exploitation ou de chantier	1	12,25	1 857,96
	2	12,87	1 951,99
Responsable d'exploitation ou de chantier	1	13,83	2 097,60
	2	14,92	2 262,92

Groupe F : cadre dirigeant

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE HORAIRE garanti	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Cadre dirigeant	16,13	2 446,44

Article 2

Le tableau annexe C à la convention collective est modifié comme suit.

« Nourriture

(En euros.)

PETIT DÉJEUNER	DÉJEUNER	DÎNER	LES 3 REPAS
2,37	7,90	5,53	15,80

Article 3

Les salaires horaires ci-dessus sont applicables sous réserve du respect des dispositions réglementaires concernant le Smic.

Article 4

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1^{er} février 2014.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale d'Eure-et-Loir de la DIRECCTE du Centre, 13, rue du Docteur-André-Haye, 28019 Chartres Cedex.

Fait à Chartres, le 7 février 2014.

(Suivent les signatures.)